

26 JANVIER 1966

Il y a quarante ans, naissait formellement le PAGS

par Sadek HADJERES (premier secrétaire du PAGS de 1966 à 1990)

Il est difficile d'aborder un évènement qui a amorcé un quart de siècle chargé de luttes et de problèmes, sans évoquer ce qui s'est passé en amont et en aval. Dans le cadre d'un seul article, je me limiterai à quelques évocations et réflexions. Pourvu qu'elles illustrent pour les générations montantes la force, la fierté et aussi les difficultés, les insuffisances et les enseignements d'un mouvement social et démocratique algérien dont les travailleurs manuels et intellectuels se voudraient un noyau dynamique et productif.

Le 26 janvier 1966 est plus précisément la date d'une première déclaration inaugurale, élaborée à l'initiative de trois catégories de responsables : des membres du PCA, d'autres issus de la gauche du FLN, et d'autres enfin issus du mouvement de masse syndical et étudiant. C'était en pleine répression et dans la clandestinité totale imposée par les nouveaux tenants du pouvoir depuis le 19 juin 65. Pour l'essentiel, la déclaration appelait à agir et s'unir pour une solution démocratique et pacifique de la crise politique grave ouverte six mois auparavant par le coup d'Etat. Cette initiative abordait la situation du pays avec plus de profondeur politique que la réaction immédiate et légitime impulsée après le 19 juin par le rassemblement protestataire de l'ORP (Organisation de la Résistance Populaire). Cette condamnation du coup d'Etat par l'ORP avait été lancée quelques semaines avant que nombre de ses initiateurs soient durement frappés, en septembre 65 par les arrestations et une répression féroce.

Le contenu de la déclaration de janvier 66 a fait l'objet d'échanges entre les responsables du PCA qui avaient comme moi échappé à la répression et les camarades FLN et PCA emprisonnés dont Zahouane, Harbi et Hadj Ali. A l'occasion de ces échanges m'étaient parvenus également après de longs détours les textes de Bachir Hadj Ali ("L'arbitraire" et les poèmes de Septembre), préfacés par Zahouane et Harbi. Ils furent aussitôt imprimés et diffusés malgré d'énormes difficultés pratiques, car le PCA, pendant sa mise en veilleuse officieuse au cours de l'année précédente avait préservé nombre de ses structures organiques et moyens matériels. Les textes eurent un grand retentissement dans les milieux progressistes en Algérie et à l'étranger.

Comme "La Question" de Alleg pendant la guerre d'indépendance, ils dévoilaient les méthodes et les tortures subies par Hadj Ali, Zahouane et plusieurs autres, On trouvera plus tard d'autres échos de ces pratiques infâmes dans l'ouvrage "Les Torturés d'El Harrach" avec les témoignages d'un grand nombre des victimes de cette répression. Tâche sombre parmi d'autres dans l'histoire algérienne de cette époque.

Ainsi, nous avons appris les exactions subies par les populations de Kabylie durant les affrontements malheureux qui venaient de cesser peu avant le coup d'Etat, Il y avait aussi le constat peu réjouissant que le Comité central du parti FLN avait refusé d'aborder, au moins sur le principe comme le suggéraient des éléments de gauche de ce CC, certaines pratiques qui avaient entaché la glorieuse lutte d'indépendance. A ces motifs d'inquiétude s'est ajouté le coup d'arrêt donné par le 19 juin 65 à la montée du mouvement de masse qui avait commencé à surmonter les mesures antidémocratiques et antisociales qui avaient été prises dès les premiers mois de l'indépendance contre le PCA, le FFS, le PRS et l'UGTA. Au cours du printemps 65, les congrès syndicaux, ceux des étudiants, des mouvements de jeunes et de femmes avaient illustré cette évolution, tandis que le tirage d'Alger républicain avait depuis longtemps et de beaucoup surpassé celui des publications officielles en raison de son contenu ouvert sur les aspirations populaires.

Jusqu'où iraient les dérives nationales qui hypothéquaient de plus en plus les promesses et les possibilités immenses ouvertes par la guerre de libération ? Cette préoccupation nous a guidés dans la recherche des voies à proposer à un peuple harassé par les affrontements de "chefs" qui le dépassaient et dont il payait le prix alors qu'il demandait à respirer et à construire. L'un des mérites des orientations de Janvier 66 a été justement d'éviter la voie de l'alignement sur les conflits de personnalités aussi historiques soient-elles et de rejeter radicalement la voie des affrontements armés. La tentation n'en était pas absente chez bien des opposants sincères au régime. Elle était même encouragée par les infiltrés ou les environnements

policiers. Car le pouvoir souhaitait que ses opposants s'engagent sur cette voie où il était sûr de les éliminer et les isoler du reste de la nation et de la société. Toutes les aventures engagées en ce sens depuis l'indépendance jusqu'à ce jour n'ont fait que fournir des prétextes aux pouvoirs successifs et consolider leur main mise autoritaire. L'échec de ces aventures incitait d'autres courants ou les mêmes à s'engager dans une voie apparemment contraire mais tout aussi négative, celle de la soumission fataliste, des jeux ou complots politiques et de l'alignement sur le courant le plus fort du moment. L'orientation du PAGS a été le refus de s'inscrire dans l'impasse où le pouvoir voulait enfermer le peuple tout entier: soit se soumettre à ses diktats, soit se briser contre eux.

Nuisances majeures

L'intervention brutale de l'institution militaire dans l'arène politique est loin d'avoir été le "sursaut révolutionnaire" ou le "redressement" des insuffisances ou erreurs des trois années précédentes, dont se réclamaient ses auteurs, regroupés autour du "clan d'Oujda". Leur initiative a été un rebondissement et une accentuation des épisodes hégémonistes de la crise de l'été 62. D'autres courants et hommes politiques, motivés par des raisons diverses, contradictoires et versatiles, ont suivi et appuyé le nouveau pouvoir, illustrant déjà l'appauvrissement et la dégradation de la vie politique. Pour quel résultat? La main mise des hautes sphères de l'armée et de ses auxiliaires civils, au lieu de corriger la logique qui avait marqué durant l'été 1962 le "règlement" de la question du pouvoir, a accentué pour longtemps (jusqu'à aujourd'hui) cette logique contraire aux perspectives proclamées par le FLN historique et le GPRA. Plus qu'avant le 19 juin, la vie politique, sociale et culturelle du pays allait dépendre beaucoup plus des fluctuations des rapports de force militaires et policiers entre les différents clans au sommet, que de la volonté des Algériens et de la nation d'exprimer et défendre au grand jour et pacifiquement leurs intérêts légitimes. Ceux qui se sont dressés immédiatement contre le coup de force en se regroupant durant l'été 65 dans l'ORP, avaient pensé un moment qu'un régime qui foulait aux pieds les aspirations démocratiques ne durerait pas longtemps.

Les quarante années qui se sont écoulées depuis, ont confirmé à quel point le choix de la voie antidémocratique a été maléfique sur le long terme pour le pays. Pour faire face à ces graves nuisances, il fallait non pas des compromissions, des pratiques clientélistes et des jeux politiques conjoncturels camouflés sous des idéaux démagogiques, mais une stratégie plus ancrée dans la société et de plus long terme. C'est ce que se sont efforcés de préconiser les courants qui ont conflué au sein du PAGS en privilégiant la promotion d'une identité "sociale" capable de rassembler les Algériens honnêtes sur la base de leurs intérêts concrets, au delà et dans le respect de leurs sensibilités légitimes, culturelles, idéologiques, linguistiques, religieuses et philosophiques.

En vue de solutions démocratiques et pacifiques, la déclaration du 26 janvier avait mis l'accent sur la nécessité d'oeuvrer à deux niveaux simultanés et complémentaires. D'une part, rassembler dans un large front pour l'action et sous de multiples formes, le maximum de couches et catégories sociales différentes par leurs affinités politiques et idéologiques ou par leur statut civil ou militaire, autour de leurs objectifs et intérêts communs et de l'intérêt national. D'autre part et à un autre niveau, oeuvrer à édifier une organisation d'avant-garde indépendante, ayant à coeur d'animer par son exemple l'action pacifique et démocratique à partir du point de vue et des intérêts propres des couches laborieuses et populaires. Mais avant et encore plus après le 19 juin, le pouvoir ne voulait admettre qu'un parti unique officiel, vitrine et instrument docile, dont l'essentiel de ses activités visait à empêcher tout débat démocratique et saboter les moindres avancées sociales proclamées. Le pouvoir tournait le dos à une réalité nationale et sociale plurielle.

Un long processus

Des années plus tard, la date du 26 janvier a été choisie symboliquement pour commémorer la naissance du PAGS. Mais, l'émergence et la construction de ce parti, l'affirmation de son identité communiste ont été un long processus s'appuyant sur le travail patient de masse et les luttes engagées à la base. Son organisation était constituée des nouvelles structures accueillant les adhésions individuelles, s'ajoutant aux structures déjà existantes et maintenues ou reconstituées du PCA. Durant l'occultation officieuse du PCA à partir de mai-juin 64, j'avais été en effet, comme un des trois secrétaires du PCA, le responsable organique des structures régionales et locales maintenues et de celles articulées avec les militants communistes qui avaient commencé avec beaucoup de difficultés à oeuvrer dans le

FLN sur la base des orientations de la Charte d'Alger. Cette expérience avait atteint rapidement ses limites. Face à la volonté notoire de l'encadrement du FLN de la faire échouer, Bachir Hadj Ali qui a posé clairement le problème à Ben Bella peu de temps avant le coup d'Etat s'était vu répondre: « faites comme vous l'entendez ». A l'évidence, l'Algérie n'était pas Cuba. L'expérience confirmait le caractère infondé des pressions douces ou des harcèlements des courants progressistes ou non du FLN qui nous incitaient à dissoudre le PCA, se faisant en particulier le relais des communistes égyptiens et des pronassériens qui avaient fait ce choix dans les conditions de leur pays.

L'année 66 et les années suivantes, l'entité politique du Parti d'Avant Garde a mûri dans sa volonté d'oeuvrer selon des orientations et une perspective socialistes, différentes de la confuse version "spécifique" officielles. Les jalons idéologiques et organiques ont été adoptés par la Conférence nationale de 1967, résultat de plusieurs mois de débats internes tenus dans la clandestinité à tous les niveaux. Les conclusions en ont été complétées et précisées à la conférence nationale de 1969 tenue dans les mêmes conditions. A cette même période, le PAGS a été reconnu officiellement par les assises du mouvement communiste et ouvrier international, ce qui a provoqué une suspension des relations diplomatiques entre le pouvoir algérien et l'Etat hongrois où s'était déroulée la réunion préparatoire qui a pris cette décision. Deux ou trois années auparavant, Cherif Belqacem, l'un des représentants du pouvoir, avait quitté spectaculairement le Congrès du PCUS, protestant contre la présence de Larbi Bouhali, et prétendant que le PAGS n'avait d'existence que comme un groupuscule à l'étranger.

Entre les deux dates, ces orientations et positions de fond ont été explicitées en septembre 1968 dans une longue lettre que j'ai adressée au nom du parti à Boumediène. Il y a fait allusion au cours d'un meeting mouvementé tenu au cinéma Atlas (Bab El Oued) car les activités associatives de nos militants faisaient problème au pouvoir et l'embarraisaient justement parce qu'elles étaient à la fois d'opposition et constructives. Nous avons publié ce document intégralement quelques semaines plus tard. Nous étions alors au sommet d'une des campagnes répressives les plus dures, quand dans tout l'Algérois nos familles et parents les plus lointains, les collègues de travail, les amis supposés, les cercles sympathisants et autres milieux démocratiques étaient passés au peigne fin par la Sécurité militaire et les autres services policiers. La répression ne s'atténua qu'à partir de 72-74, quand un certain nombre d'orientations anti-impérialistes, d'édification nationale et de justice sociale prévaudront pendant quelques années dans le pouvoir sous l'impulsion de Boumediène. Mais la chape lourde et stérilisante du parti unique, l'absence de libertés, la répression à l'encontre des courants à vocation démocratique et sociale qui cherchaient à se maintenir ou à émerger ont facilité la remise en cause de ces avancées par les courants conservateurs, réactionnaires ou tout simplement opportunistes.

Neuf ans après le 19 juin 65, quand nous avons exprimé en 74 notre volonté de faire sortir au grand jour, quoiqu'il arrive, quelques-uns de nos responsables épuisés par la vie clandestine, Boumediène était prêt à accepter la sortie de tous les dirigeants à la vie légale, à condition que le principe du parti unique ne soit pas remis en cause. D'où une rallonge de quinze ans de vie clandestine pour plusieurs d'entre nous jusqu'à Octobre 88. C'était une question de principe incontournable à nos yeux. La même raison qui a décidé Alger républicain en juin 1965 à refuser de devenir le porte-plume servile d'un pouvoir opposé à la liberté d'expression.

C'est en vain que Fukuyama claironnait au début des années 1990 la fin de l'Histoire, dans le même temps que ses émules de la modernité atlantiste proclamaient en Algérie "Les partis doivent partir" et qu'ils enjoignaient aux travailleurs des grands complexes industriels de mettre fin à leurs luttes. C'était plus que jamais le moment que les partis jouent pleinement et sainement leur rôle indépendant et que les travailleurs poursuivent dans la tradition de cette mobilisation forte, pacifique et consciente de 1988 qui fut court-circuitée comme par hasard par les émeutes de jeunes dont on sait ce que le pouvoir a fait. Les peuples, les travailleurs et les citoyens continueront à lutter contre l'oppression et l'exploitation tant que celles-ci existeront. L'essentiel est de tirer les vraies leçons qui aident dans la tâche difficile d'éviter les écueils dogmatiques ou opportunistes.